

CIRPES - Centre
Interdisciplinaire de
Recherches sur la Paix et
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N° 108 - Mars 2010 --

Le débat
stratégique
N° 108 -
Mars 2010

**Édito : Analyse
stratégique de la crise
grecque (A. J.)**

A. J.
lundi 19 avril 2010

Le sort de la Grèce, est comme une caricature méditerranéenne des stratégies sociales de protection du peuple, bricolées dans les marges de l'Union Européenne qui ne prévoit rien dans ce domaine. Un état membre de l'Union et de la zone Euro ne dispose plus pour sauvegarder le niveau de vie de ses classes moyennes que de procédés détournés violant l'esprit et la lettre des traités et accords européens en vigueur. La Grèce est montrée du doigt pour avoir créé des postes de fonctionnaires plus ou moins fictifs qui servent comme en Sicile à soutenir les familles des amis dans le besoin, et la dette de l'Etat chaque fois consolidée au prix fort devient nécessairement une cause de faillite et un facteur illégal d'inflation. Mais les solutions glissantes vers où la Grèce s'est laissée entraîner sont en fait fondées sur les offres construites et organisées confidentiellement par les banques et les agences financières, qui, à la recherche du profit, poussent les débiteurs vers l'endettement croissant qui finit par être sans issue. On l'a bien vu aux USA dans le cas des subprimes : un débiteur insolvable peut devenir une source de profits financiers juteux, par les taux usuraires qu'on est en droit de proposer au souscripteur des produits obligataires dérivés qui consolident provisoirement sa dette. A la fin on le jette à la rue. Le surendettement bien géré est source de profits pour les uns, de ruine pour les autres. La Grèce, considérée comme débiteur ordinaire, a été frauduleusement aidée par Goldman Sachs à « habiller » sa dette de sorte qu'elle devienne partiellement invisible. Libellée d'abord, en 2001, en CDS (Credit Derivative Swaps) souverains (c'est à dire en produits obligataires d'Etat), elle est ensuite transformée en obligations à vingt ans lancés en 2009 par une société privée créée à cette fin, la dette grecque cesse d'apparaître au bilan de la Grèce pour figurer au bilan de la Banque d'affaires National Bank of Greece.

Le statut, l'origine et la gestion de la dette grecque sont spécifiques. La dette des autres péninsules méditerranéennes sont des montages issus d'histoires différentes. Mais dans tous les cas, à un moment précis, intervient l'offre de maquillage qui est nécessaire à masquer un temps la nature spéculative des produits dérivés. Le Portugal, l'Italie et l'Espagne risquent d'être les prochaines victimes de la rapacité usuraire des « marchés » et même la France Sarkozyenne pourrait surgir au pilori, le seul pays impeccable restant alors le gouvernement allemand, en quelque sorte isolé par ses vertus et jouant « perso » contre l'Union, en période électorale, L'accord franco-allemand sur l'appel au FMI retarde ces échéances mais ne peut pas freiner sans répression et criminalisation juridique expresse les coutumes actuellement légales des spéculateurs qui entraînent les catastrophes sociales. La problématique stratégique de ces événements vient du danger de guerre civile. L'Europe en tant que telle n'est pas équipée pour faire face à la situation qui finira par placer les Etats les plus fragiles dans la situation étrange d'être pris à la gorge par des banques dont on sait qu'elles ne sont pas des systèmes souverains, capables de forcer les Etats à payer ou à défaut à les saisir par huissier, ou à les mettre en prison pour escroquerie. La question est donc de savoir si les marchés financiers vont réussir à asservir les Etats ou si au contraire les Etats plus ou moins unis dans des confédérations d'un poids suffisant, vont réussir à maîtriser les marchés dans une épreuve de force qui s'annonce. Trois solutions : 1. l'annulation des dettes, coutume antique (l'année jubilaire des Juifs, et l'annulation des endettés de la cité des grecs pour éviter l'esclavage pour dettes ou la guerre civile) ;2. la répression sévère des mouvements sociaux par la force, pendant la généralisation des réductions forcées de la consommation et des salaires. Les appareils d'Etats doivent se préparer alors à mener une guerre policière et militaire au profit des banques ;3. La criminalisation des méthodes des banques et des organes financiers divers qui sont complices des escroqueries et donc préméditent au bout du processus, des crimes de guerre ou contre l'humanité... Il faut se préparer à des combinaisons variables de ces trois procédés, à gérer avec l'intense préoccupation d'éviter la « guerre mondiale », en attendant de compléter le traité de Lisbonne par

création d'un Conseil européen de Sécurité et de Protection Sociale, émanant du Parlement, et chargé de la gestion sociale de la crise. Cette institution étatique - complètement onirique cela va sans dire - doit au moins être remplacée par un état d'esprit, sous peine de voir l'Europe de l'Union, de Schengen, de l'Euro et des Candidats Balkaniques incluant l'ex Yougoslavie s'effiloche irrémédiablement dans les troubles post ottomans qui se profilent à l'horizon.